

Cameroun: Evolutions Economiques Récentes et Perspectives

Décembre 2019

Plan de la présentation

- I. **Contexte du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).**
- II. **Développements économiques récents et perspectives.**
- III. **Priorités et défis à court et moyen terme.**

I. Contexte du programme appuyé par la FEC

Contexte régional:

- Baisse des cours du pétrole brut + politique budgétaire accommodante + politique monétaire expansionniste + menaces sécuritaires + ambitieux projets d'investissement public dans certains pays ont:
 - ✓ perturbé les soldes extérieurs et budgétaires de la région;
 - ✓ Réduit les réserves de change à un niveau critique (2.3 mois d'importations à fin 2016); en plus, pertes de réserves de près de 260 milliards par mois, qui laissait entrevoir in épuisement des réserves avant fin 2017;
 - ✓ Contribué à l'accumulation d'arriérés budgétaires et accentué les vulnérabilités au niveau du système bancaire;
 - ✓ Ralenti la croissance non-pétrolière (de 4.5% en 2014 à 1.5% en 2015 et 2016).

Contexte particulier du Cameroun:

- Ralentissement de l'activité économique + problèmes de sécurité.
- Intensification de l'investissement public (CAN) et augmentation rapide de l'endettement (surtout non-concessionnel).

Stratégie régionale de riposte à la crise

Engagements des chefs d'Etats lors du sommet extraordinaire du 23 décembre 2016 à Yaoundé:

- Procéder à un ajustement important des politiques par chaque Etat afin de soutenir le régime d'union monétaire;
- Maintenir la parité du franc CFA inchangé et reconstituer les réserves de change nécessaires pour la soutenir;
- Entrer en programmes d'ajustement ou calibrer les programmes existants (Chad, RCA);
- Demander des appuis budgétaires aux autres institutions financières internationales;
- Mener des politiques monétaires et de secteur financier adéquates;
- Accélérer les réformes structurelles, notamment celles destinées à améliorer la gestion des finances publiques, assurer la stabilité du secteur financier, et améliorer l'environnement des affaires.

Axes des programmes appuyé par la FEC dans les pays de la CEMAC

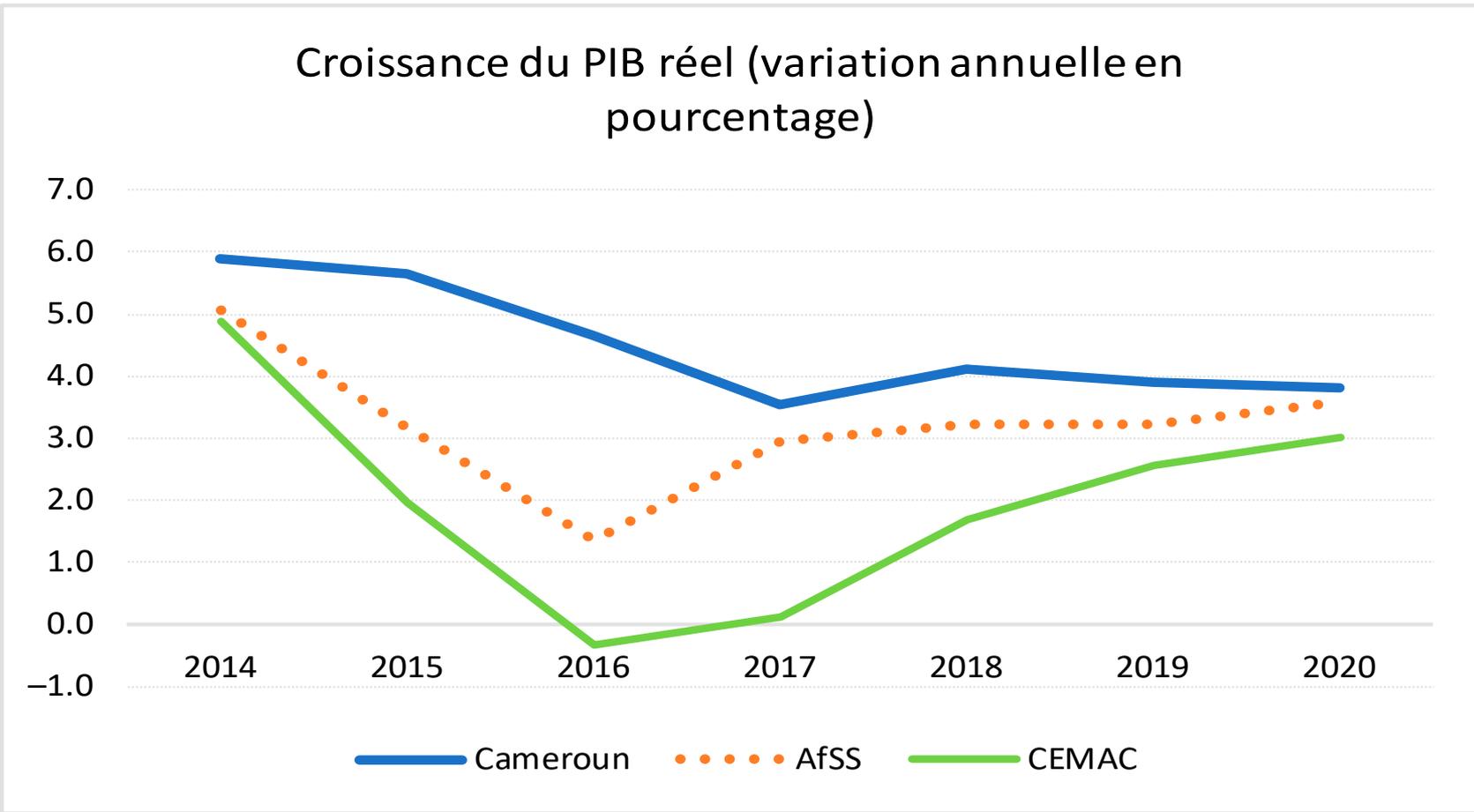
Ces programmes s'articulent autour de trois axes :

- 1) Consolidation budgétaire soutenue en vue de renforcer les marges de manœuvre budgétaire et extérieure, tout en sauvegardant les dépenses sociales;**
- 2) Réformes budgétaires structurelles pour élargir la base des recettes non pétrolières, améliorer l'efficacité de l'investissement public, et atténuer les risques de passifs conditionnels;**
- 3) Réformes destinées à accélérer la diversification économique sous l'impulsion du secteur privé et à renforcer la résilience du secteur financier.**

L'appui du FMI a aussi pour objectif de catalyser les appuis budgétaires d'autres partenaires techniques et financiers.

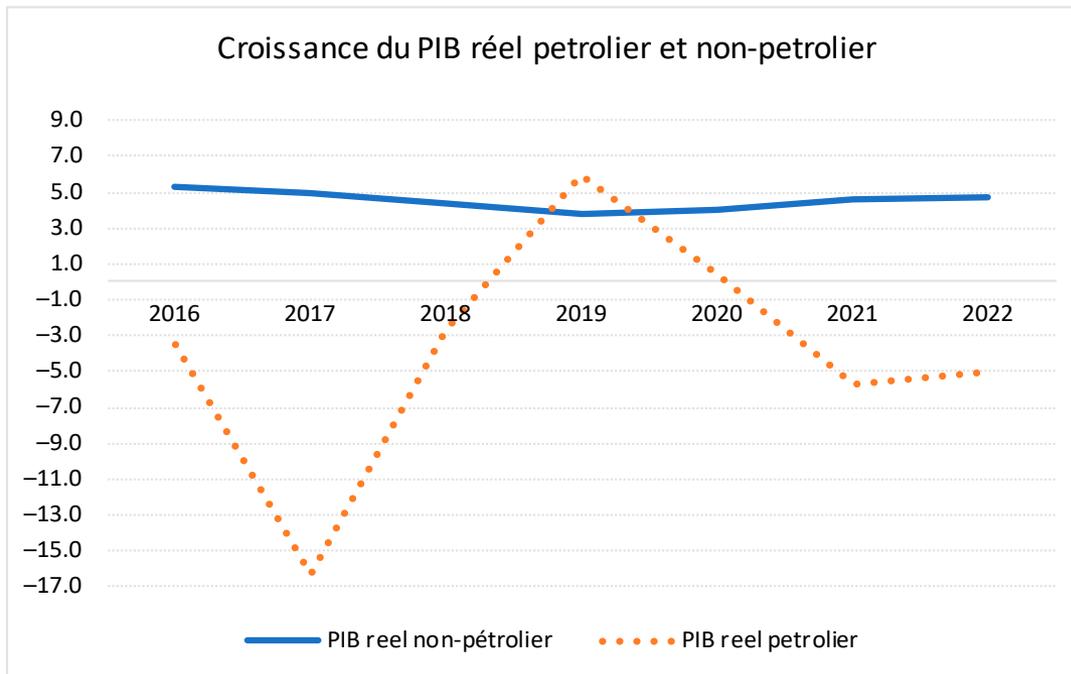
II. Développements économiques récents et perspectives.

L' économie camerounaise demeure résiliente, après une baisse consécutive du taux de croissance en 2016 et 2017...



... La croissance globale provient de la résilience du secteur non-pétrolier.

Secteur pétrolier et gazier: forte contraction en 2017, reprise en 2018 (6% de croissance) suite à l'entrée en production de la nouvelle plateforme offshore de gaz naturel. Décroissance graduelle à partir de 2019 d'après les données de la SNH.



La résilience du secteur non-pétrolier s'explique par :

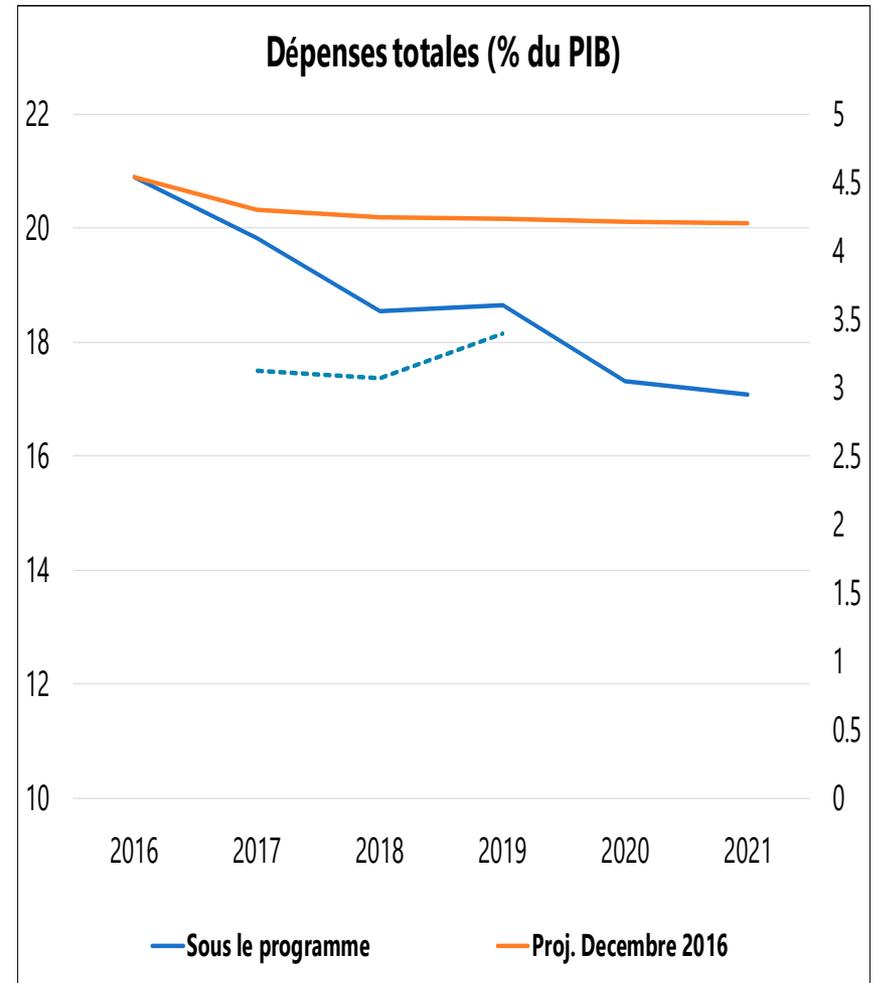
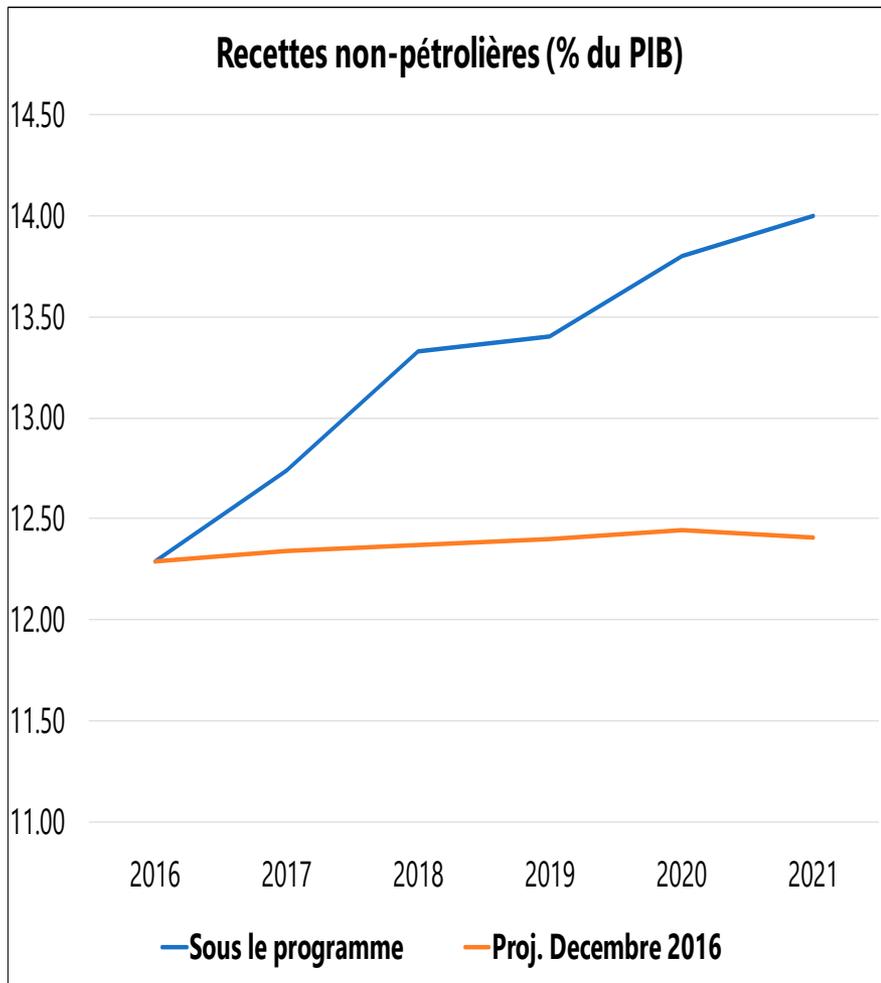
- La diversification de l'économie camerounaise;
- Un capital physique et humain important;
- Investissements publics (CAN + et autres projets d'infrastructures)

Mais les perspectives pour ce secteur pourraient être affectées par:

- Les risques externes: incertitudes liées aux tensions commerciales internationales, ralentissement de la croissance mondiale, volatilité des prix des produits de base, retards dans l'ajustement des autres pays de la CEMAC;
- Les risques internes: pressions sur les dépenses résultant du contexte sécuritaire difficile; incertitudes provenant de l'environnement socio-politique.

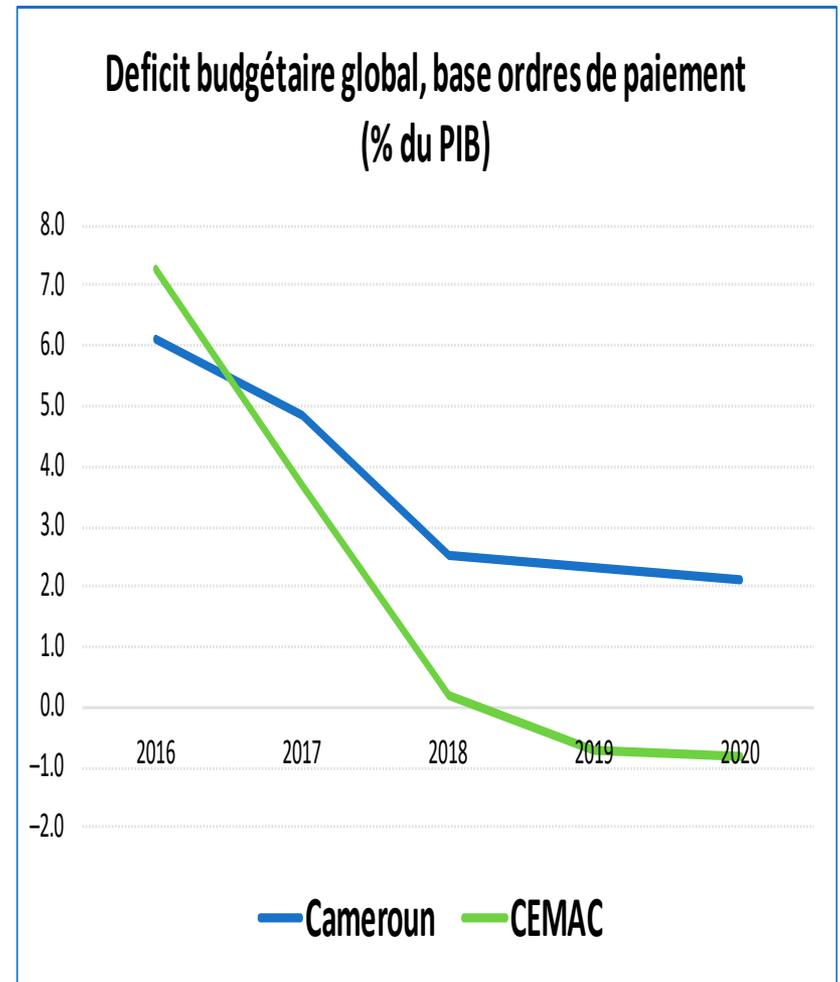
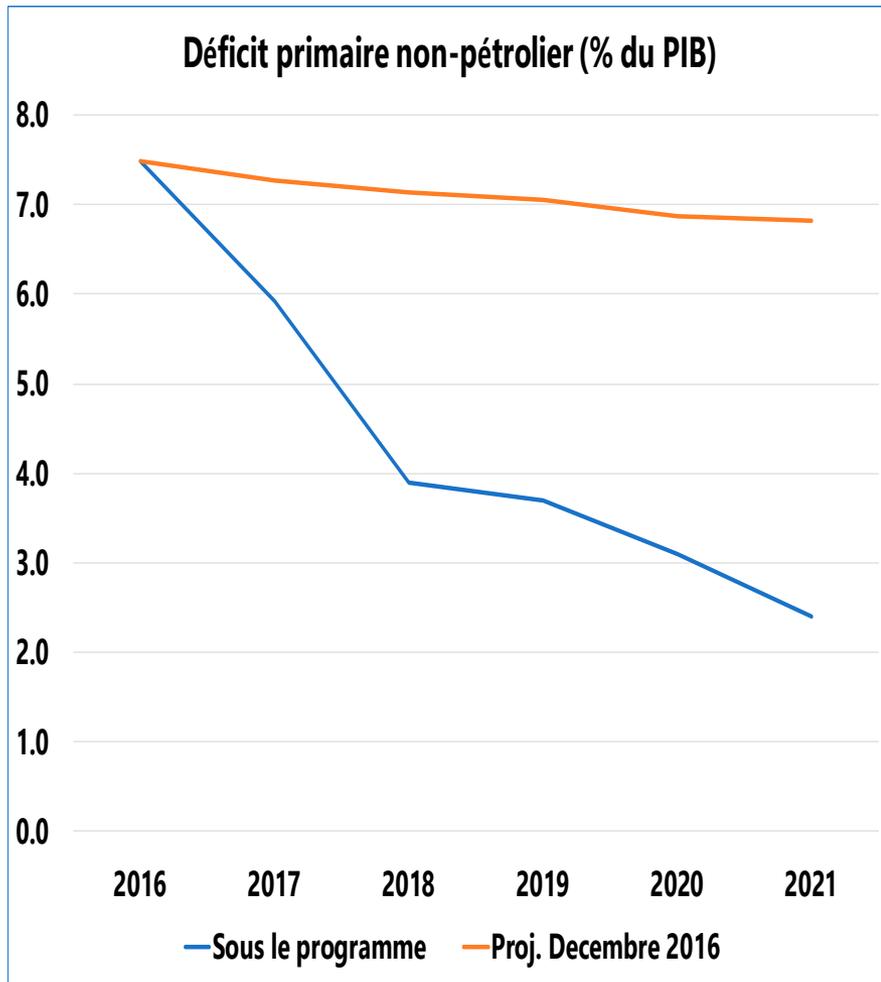
Réalisations sous le programme FEC:

Consolidation budgétaire grâce à des efforts soutenus de mobilisation des recettes non-pétrolières et de rationalisation des dépenses, tout en préservant les dépenses sociales.



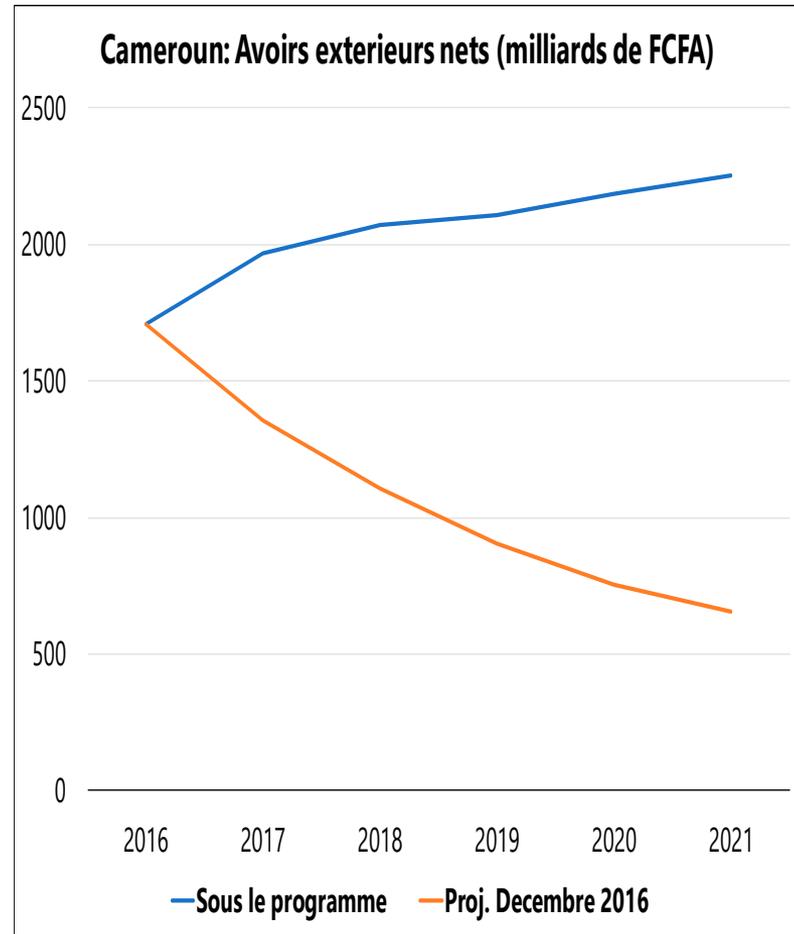
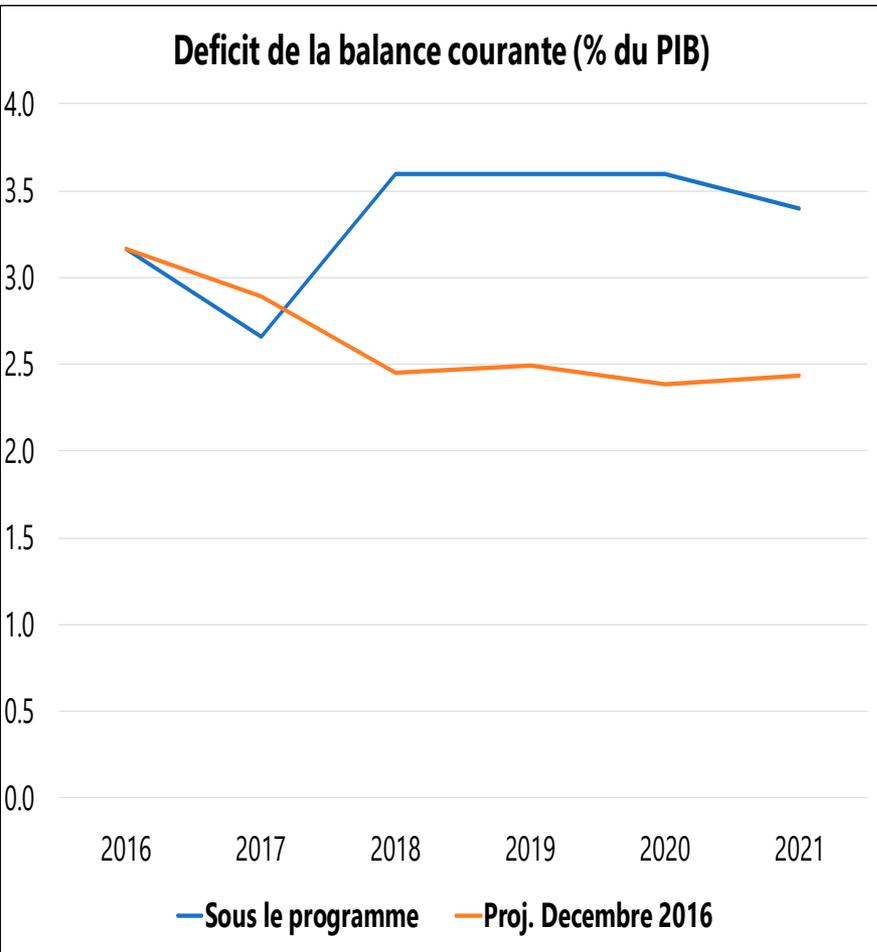
Réalisations sous le programme FEC:

Le déficit primaire hors pétrolier a été réduit de 7.5% en 2016 à 3.7% en 2019, contribuant ainsi à ramener le solde budgétaire global de la CEMAC d'un déficit de 7.3% du PIB en 2016 à un surplus de 0.7 en 2019.

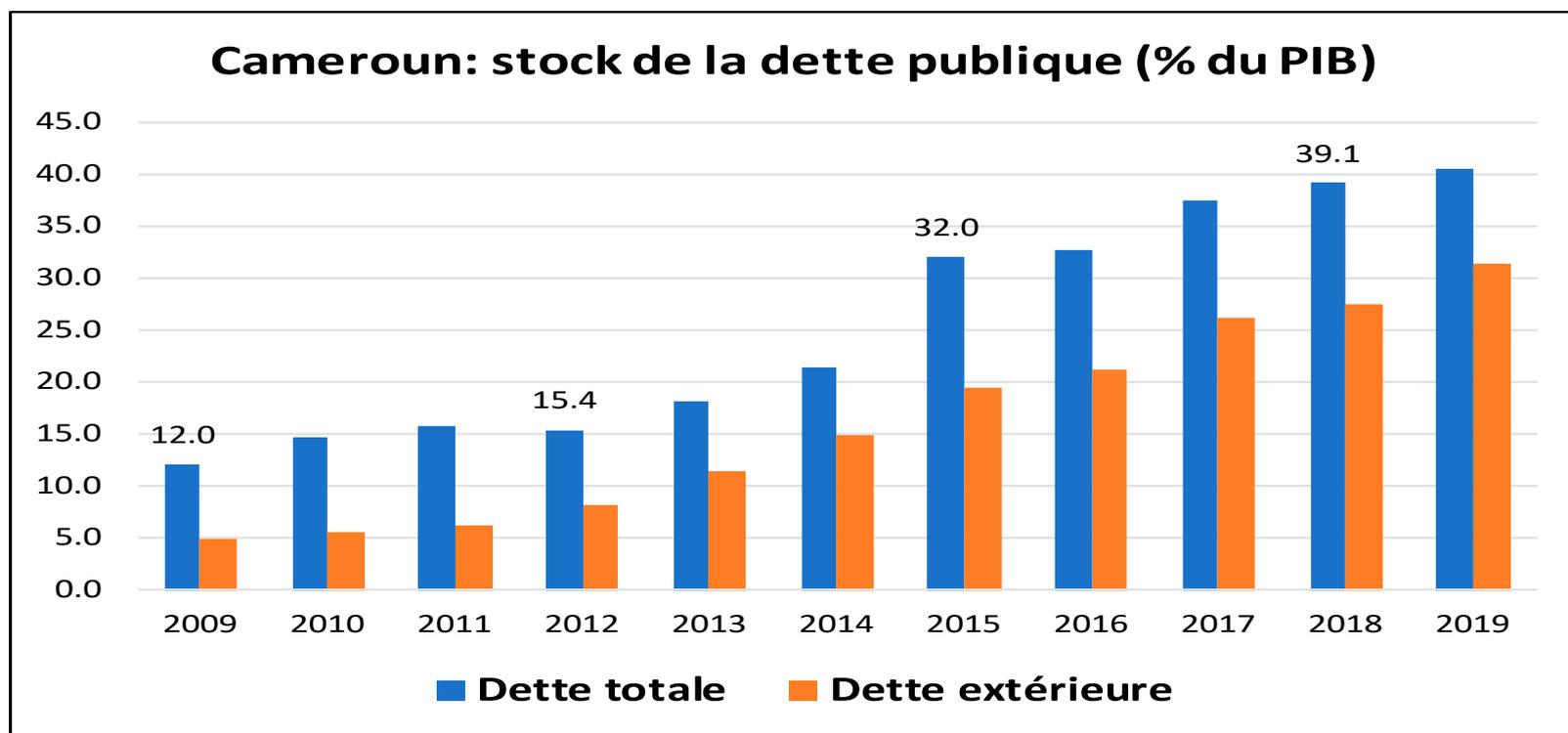


- Le déficit extérieur courant s'est dégradé depuis 2018 en raison de la baisse des exportations agricoles, de la hausse temporaire des importations de produits pétroliers et de l'accélération des projets d'infrastructures.

- Le Cameroun a fortement contribué à la reconstitution des avoirs extérieurs nets de la région, qui atteint une couverture de plus de 3 mois d'importation à fin 2019.

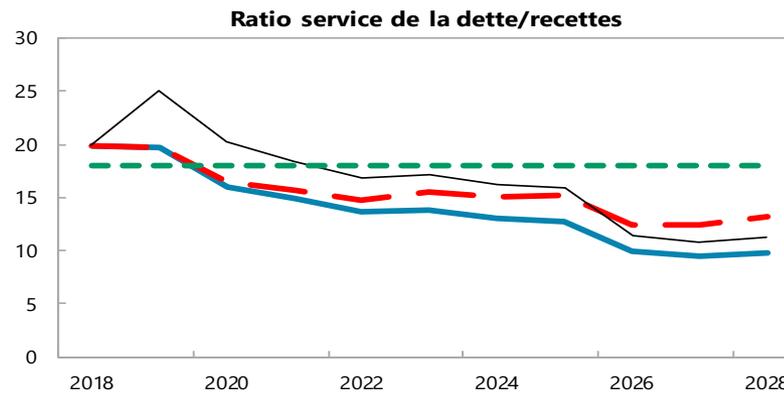
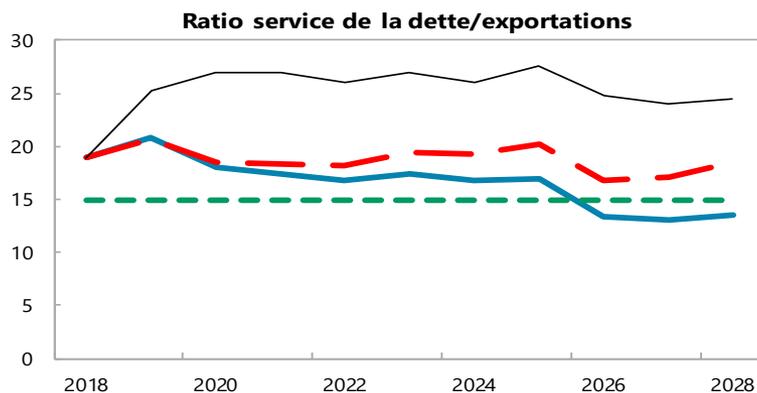
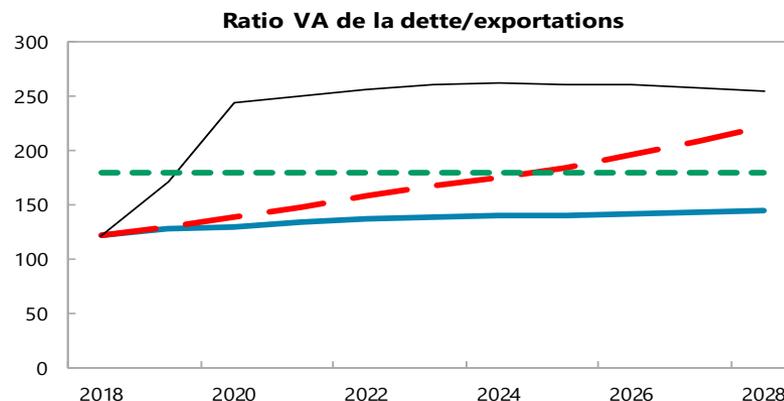
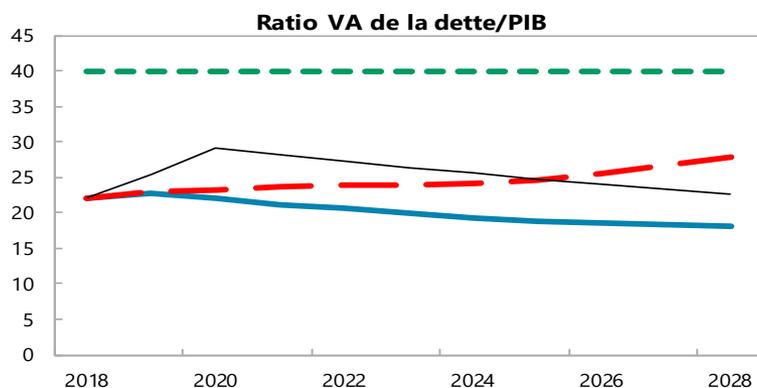


- Le niveau de la dette est relativement faible mais en accélération depuis le point d'achèvement de l'initiative PPTTE en 2006.
- L'accélération provient essentiellement de la dette extérieure, suite à la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure financés sur ressources extérieures.



Selon la dernière AVD, le Cameroun présente encore un risque élevé de surendettement extérieur mais sa dette reste viable. Cette conclusion résulte du dépassement de deux seuils: ratios service de la dette sur les exportations et les recettes.

Cameroun: Indicateurs d'endettement extérieur contracté ou garanti par l'Etat selon divers scénarios. 2018-28

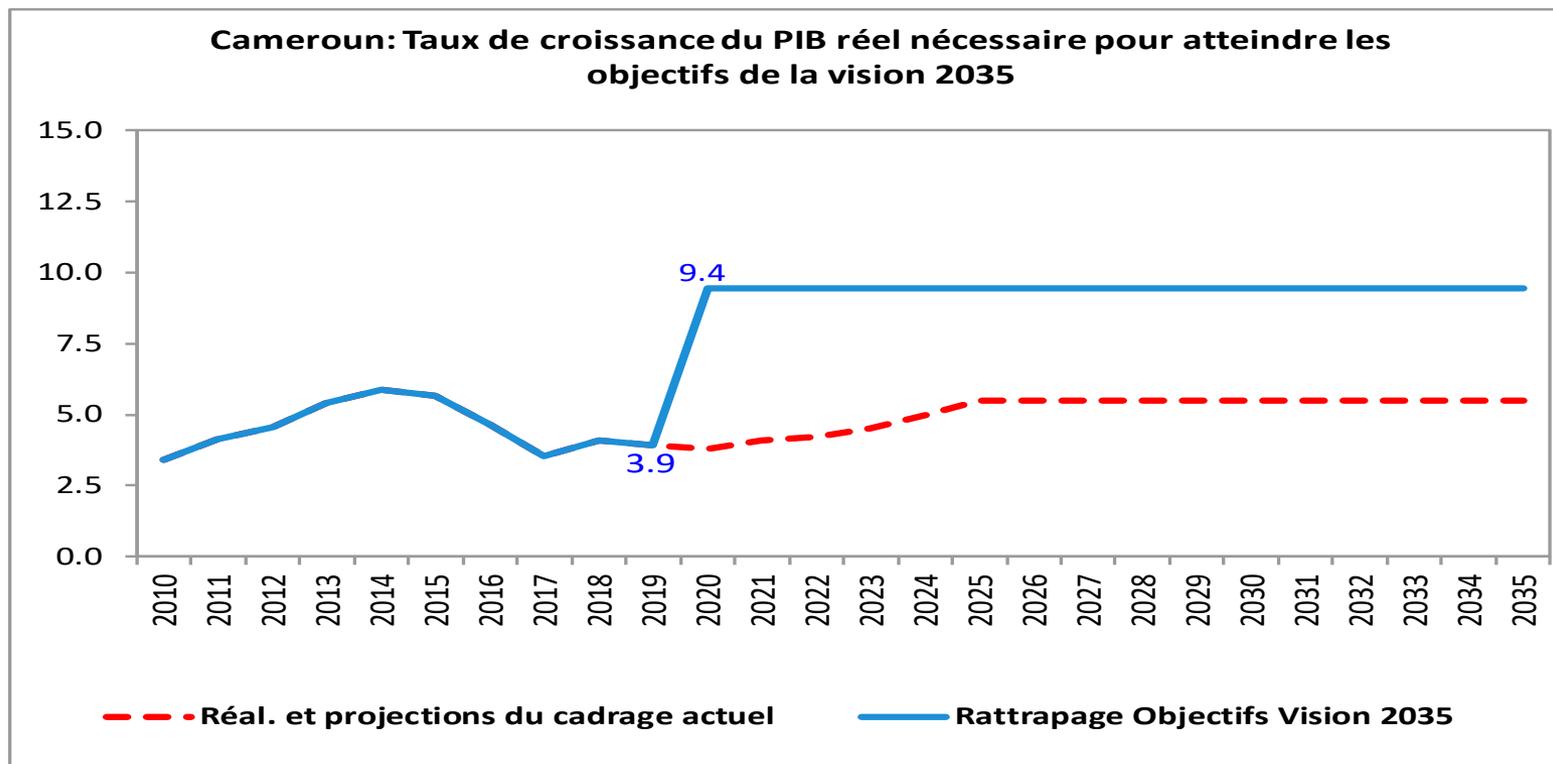


— Scén. de référence - - - Scénario historique

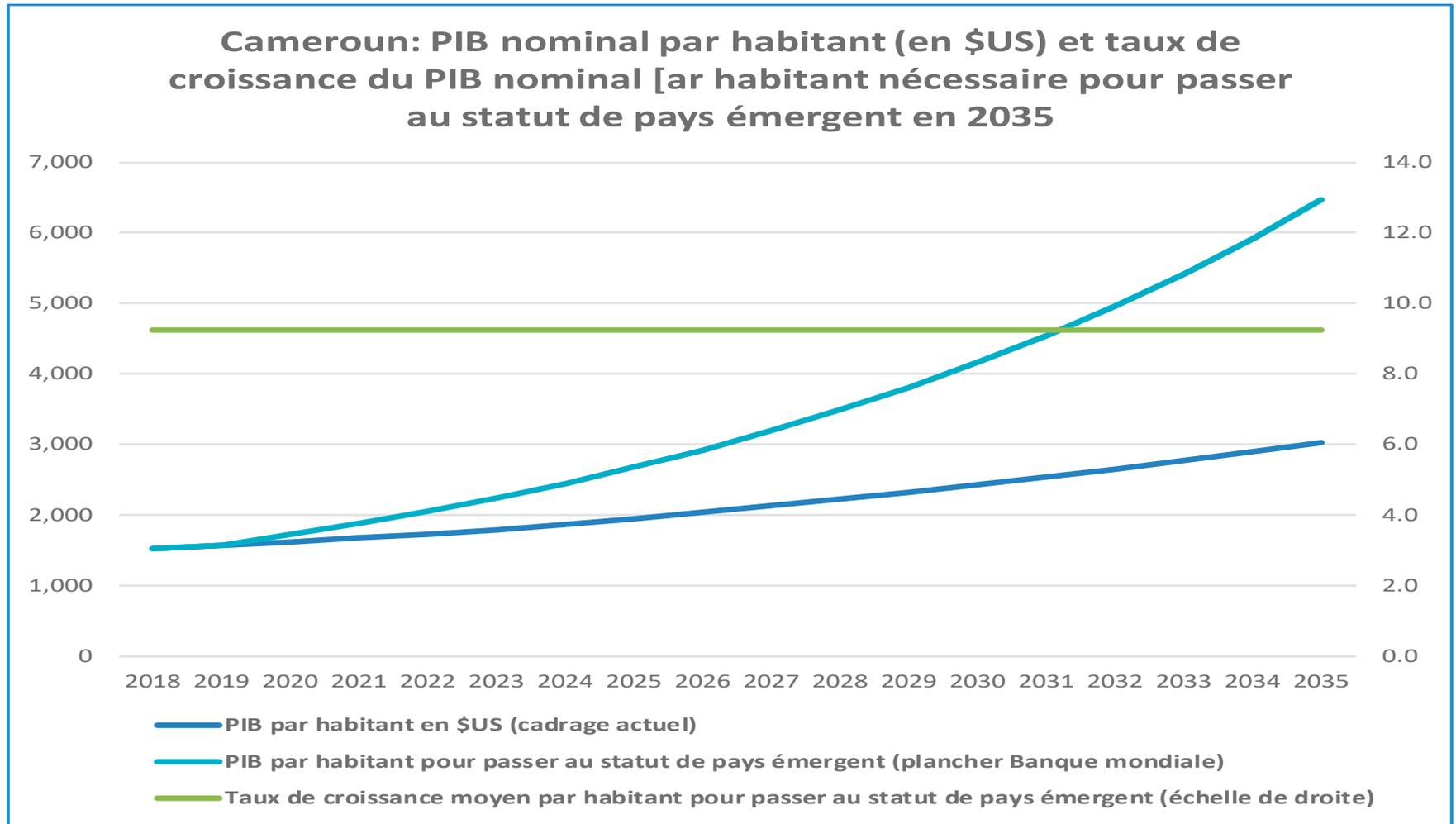
— Shock extreme

- - - Seuil

Des défis importants restent à relever sur le chemin vers l'émergence économique.



Défis (suite)



III. Mesures prioritaires à court et à moyen-terme:

- Continuer les efforts de mobilisation des recettes non-pétrolières et de rationalisation et priorisation des dépenses, pour une consolidation budgétaire soutenue;
- Approfondir les réformes en cours de la gestion des finances publiques (particulièrement en abolissant l'usage des procédures exceptionnelles);
- Réduire les risques contingents liés à la situation des entreprises publiques, aux prix administrés, et aux projets financés en PPP.
- Maintenir la dette publique sur une trajectoire viable en limitant les emprunts non-concessionnels, en favorisant les PPPs, et en renforçant les mécanismes de sélection et d'exécution des projets.

Mesures prioritaires à court et à moyen terme (suite)

- Assurer la qualité et l'efficacité des investissements publics par une meilleure coordination, priorisation et interconnexion des projets aux objectifs de croissance et de remboursement de la dette;
- Définir une politique viable des subventions à la consommation et engager un dialogue sur la libéralisation des prix administrés;
- Engager des réformes pour améliorer l'environnement des affaires pour une croissance plus forte, durable et inclusive tirée par le secteur privé intérieur et extérieur;
- Faire avancer les réformes dans le secteur financier pour résoudre les banques en difficultés, réduire les créances en souffrance, et promouvoir l'inclusion financière;
- Accélérer l'intégration régionale (mise en œuvre des engagements du Sommet des Chefs d'Etat du 22 novembre).

MERCI DE VOTRE ATTENTION